

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SG/W/32

27 septembre 1995

(95-2824)

Comité des sauvegardes

Original: anglais

## REPONSES DU CANADA AUX QUESTIONS POSEES PAR LES ETATS-UNIS<sup>1</sup> AU SUJET DE LA NOTIFICATION DES LOIS ET REGLEMENTATIONS CANADIENNES<sup>2</sup>

La Mission permanente du Canada a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 15 septembre 1995.

### Question 1

#### Circonstances exceptionnelles/produits agricoles périssables

Il semble que les déterminations soient établies par le Ministre des finances en vertu de l'article 59 du Tarif des douanes, tel qu'il a été modifié. Comment détermine-t-on le moment où une mesure devra être prise? Par exemple, la demande est-elle présentée au Ministre, est-elle incluse dans une requête qui est déposée auprès du TCCE, puis transmise par celui-ci au Ministre, etc.? Y a-t-il un avis préalable annonçant que l'adoption d'une mesure provisoire est envisagée? Quel est le critère utilisé? Comment l'expression "produit agricole périssable" est-elle définie? Est-il obligatoire d'établir un rapport écrit décrivant la mesure prise et sa justification?

### Réponse

Bien que l'alinéa 59.1(1) a) du Tarif des douanes soit en vigueur depuis quelque temps, peu de requêtes ont été faites pour demander l'application de mesures de sauvegarde provisoires. Les requêtes qui ont été faites ont été soumises directement au Ministre des finances et non pas au Tribunal canadien du commerce extérieur. Bien entendu, si le Ministre décidait que les circonstances justifient l'application d'une surtaxe provisoire, il serait tenu de saisir le Tribunal de la question immédiatement pour que celui-ci procède à une enquête. Naturellement, le Canada informerait le Comité des sauvegardes, conformément au paragraphe 4 de l'article 12 de l'Accord sur les sauvegardes, de son intention de prendre une mesure de sauvegarde provisoire.

Le critère relatif aux "circonstances exceptionnelles" n'est pas défini dans la loi puisqu'il peut varier selon les cas. Quant à l'expression "produit agricole périssable", elle désigne généralement les fruits et légumes frais.

---

<sup>1</sup>G/SG/W/18.

<sup>2</sup>G/SG/N/1/CAN/1.

Bien que le Ministre ne soit pas tenu de publier ses constatations lorsqu'il décide de prendre une mesure, il publierait certainement un communiqué de presse pour justifier son action. Par ailleurs, il devrait saisir le TCCE de la question et celui-ci publierait le rapport de son enquête dans la Gazette du Canada.

## **Question 2**

### **Restrictions quantitatives**

**L'article 5 énonce certaines règles applicables dans les cas où les mesures de sauvegarde prennent la forme de restrictions quantitatives; il est prévu par exemple qu'une restriction quantitative ne ramènera pas les quantités importées au-dessous du niveau d'une période récente, qui correspondra à la moyenne des importations effectuées pendant les trois dernières années représentatives pour lesquelles des statistiques sont disponibles. Le Canada a-t-il des dispositions législatives portant application de ces règles?**

### **Réponse**

La Loi sur les licences d'exportation et d'importation, en vertu de laquelle des restrictions quantitatives seraient imposées et qui renferme des dispositions ou des lignes directrices concernant le niveau de restriction souhaitable, ne comporte aucune disposition particulière à cet effet. Néanmoins, les restrictions quantitatives qui seraient appliquées aux importations de marchandises en vertu du paragraphe 5(3) de cette loi seraient pleinement conformes aux obligations découlant pour le Canada de l'article 5 de l'Accord sur les sauvegardes.

## **Question 3**

### **Dégressivité**

**La législation canadienne contient-elle une prescription mettant en oeuvre le paragraphe 4 de l'article 7 de l'Accord, qui prévoit une libéralisation progressive des mesures de sauvegarde dont la durée dépasse un an?**

### **Réponse**

La législation canadienne n'exige pas expressément la libéralisation progressive des mesures de sauvegarde et elle n'énonce aucune condition à cet égard parce que la nature et le rythme de cette libéralisation varient selon les circonstances de l'espèce.

Conformément aux obligations du Canada au titre du paragraphe 4 de l'article 7, la libéralisation progressive sera effectuée en vertu des dispositions législatives qui permettent d'adopter, de modifier ou d'annuler une mesure, à savoir:

Législation canadienne

Notification  
(G/SG/N/1/CAN/1)

Tarif des douanes:

Application initiale: alinéa 59.1(4) b)

Page 223

Prorogation: alinéa 59.1(8.4) b)

Page 226

Paragraphe 5(4.04) de la LLEI

Page 287

#### **Question 4**

##### **Critères concernant les décisions**

**Veillez donner des explications au sujet des rapports entre les quatre critères ci-après, relevés dans la législation canadienne, qui ont trait aux déterminations dans les enquêtes en matière de sauvegarde et à l'imposition de mesures de sauvegarde:**

- **Le paragraphe 27(1) de la Loi sur le TCCE prévoit que le Tribunal déterminera si les marchandises visées "sont importées en quantité tellement accrue et dans des conditions telles que leur importation constitue ou menace de constituer une cause principale du dommage grave ... etc." (mots non soulignés dans le texte).**
- **Le paragraphe 59.1(1) du Tarif des douanes dispose que le gouverneur en conseil peut imposer une surtaxe s'il est convaincu que les marchandises "sont importées au Canada dans des conditions où elles causent ou menacent de causer un dommage grave ... etc.". Cette disposition ne fait pas mention de quantité accrue ni de cause principale.**
- **Le paragraphe 59.1(5) prévoit que, lorsqu'une surtaxe est imposée sur la base d'un rapport du Ministre des finances, le décret cesse de s'appliquer au bout de 200 jours, à moins que le TCCE n'informe le gouverneur en conseil que les marchandises "sont importées au Canada d'un pays que mentionne le rapport, dans des conditions où elles causent ou menacent de causer un dommage grave". Là non plus, il n'est pas fait mention de quantité accrue ni de cause principale.**
- **Le paragraphe 5(3) de la Loi sur les licences d'exportation et d'importation prévoit que le gouverneur en conseil peut porter sur la liste des marchandises d'importation contrôlée des marchandises dont il est convaincu qu'elles "sont importées au Canada - ou sont susceptibles de l'être - à des prix, en quantités et dans des conditions portant un préjudice grave à la production canadienne ... etc.". Cette disposition ne fait pas non plus mention de quantité accrue ni de cause principale, mais les mots "sont susceptibles de l'être" y ont été ajoutés.**

#### **Réponse**

L'emploi des mots "quantité accrue" dans la Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur est conforme aux dispositions de l'article 2 de l'Accord sur les sauvegardes. L'expression "cause principale" est utilisée afin de veiller à ce que la constatation de l'existence d'un dommage grave soit fondée sur des éléments de preuve clairs et non équivoques établissant que l'accroissement des importations est une cause de l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave au moins aussi importante que toute autre cause. Cette disposition découle de l'obligation qui est faite au paragraphe 2 b) de l'article 4 de l'Accord sur les sauvegardes de démontrer l'existence d'un lien de causalité entre l'accroissement des importations et le dommage grave ou la menace de dommage grave. En outre, aucune mesure de sauvegarde ne peut être appliquée en vertu du Tarif des douanes ou de la Loi sur les licences d'exportation et d'importation si le TCCE n'a pas constaté que les importations en question causent ou sont susceptibles de causer un dommage grave.

Exception faite des mesures portant application d'une surtaxe provisoire, les décrets relevant du paragraphe 59.1(1) du Tarif des douanes (pages 185-186), y compris les décrets relevant du paragraphe 59.1(5) (page 223), ou les décrets relevant du paragraphe 5(3) de la Loi sur les licences d'exportation et d'importation (page 285) seraient pris en se fondant sur un rapport du Tribunal; en conséquence, les critères énoncés au paragraphe 27(1) de la Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur concernant les quantités accrues et la cause principale s'appliqueraient à toutes les déterminations susvisées qui seraient effectuées par le Tribunal. En ce qui concerne les mesures provisoires, une détermination qui ne satisferait pas pleinement aux prescriptions de l'Accord ne serait pas entérinée par le Tribunal à la suite de son enquête; les mesures qui auraient été prises seraient alors annulées et les droits provisoires remboursés.